

Géographie thème III - Séquence 2

L'Afrique : les défis du développement

I - Étude de cas : Le Sahara, ressources et conflits

🔗 **Quels sont les enjeux économiques et géopolitiques de l'ensemble saharien ?**

📖 **A l'examen, deux épreuves possibles :**

- une composition (avec des schémas)
- un croquis de synthèse sur le Sahara, ressources et conflits

A – Un espace de fortes contraintes physiques

Le Sahara se situe dans le **nord du continent africain**. Il s'étale de l'**océan Atlantique jusqu'à la mer Rouge pour la partie africaine** et se poursuit en réalité jusqu'en Mongolie sous la forme d'une diagonale sèche et sous d'autres noms. « Sahara » est dérivé du **mot arabe « ashar »**, la **couleur ocre**. Sa **délimitation fait débat**. Par exemple, certains auteurs excluent le Soudan et l'Égypte.

À l'**échelle continentale**, il est à la **charnière entre un monde méditerranéen**, structuré par l'islam, engagé dans un processus (lent et chaotique) de développement et de libération, sous l'impulsion d'une jeunesse éduquée, et un **monde africain subsaharien** multi-religieux encore sous le joug des guerres ethniques, des régimes dictatoriaux ou de semblants de démocratie. À l'échelle supra-nationale, il s'étend sur 10 pays.

Le Sahara présente les **contraintes des déserts chauds** : les conditions de vie y sont rudes, son **immensité (8,5 millions de km²)** (plus de 15 fois la France) a rendu son contrôle difficile, il a longtemps été considéré comme un « **espace inutile** » (notamment pendant la période coloniale). La découverte de ressources stratégiques a changé considérablement cette donne depuis les années 1950.

Le **Sahara central** est marqué par une aridité importante, nommée aussi **hyperaridité**, où les **précipitations sont presque nulles** et la chaleur insupportable. Températures très élevées (**entre 40 et 50°C à l'ombre en été**), des années sans pluies, des **vents desséchants permanents** font que la **végétation ne peut survivre** en dehors des points d'affleurement de l'eau. Le Sahara est un **milieu hostile à l'installation sédentaire permanente** des hommes **en dehors des zones de sources (oasis) ou d'accumulation des eaux au pied des montagnes**.

Aujourd'hui, le Sahara connaît le **comble de l'aridité** avec pour conséquence des prélèvements d'eau fossile accumulée depuis 15 000 ans dans le sous-sol.

Au **Nord et au Sud, des sahels (rivages en arabe)** servent de **liaison avec le monde tropical au sud et méditerranéen au nord**. Ces **zones de transition sont plus humides** et traditionnellement utilisées par les **éleveurs** (dromadaires, moutons, chèvres au nord et bovins au sud) et par des **paysans** cultivant des céréales grâce à l'irrigation.

Les **paysages sahariens** sont **essentiellement pierreux (regs)**, et à superficie égale sableux (ergs) et montagneux. Le **sel** venant de l'évaporation des anciens lacs est **partout présent dans les sols, l'eau et l'air**.

Une **autre contrainte** réside dans la **répartition déséquilibrée de la population** en faveur des littoraux méditerranéen et atlantique et en **défaveur du**

Sahara où les populations **se concentrent dans les oasis et les villes**.

La population saharienne a connu une **forte croissance** en l'espace d'un demi-siècle. Elle comptait près de 2 millions de personnes au milieu des années 1950, pour **plus de 5 millions aujourd'hui**.

Les villes sahariennes témoignent de cette augmentation de la population, notamment au Sahel. Ainsi, **Nouakchott, capitale de la Mauritanie** certes située au bord de l'océan mais sur des terres sahariennes, a été **fondée en 1956**, elle est passée de 135000 habitants en 1977 à quasiment 1 millions en 2018. Au Sahel, **N'Djamena, capitale du Tchad**, est passée de près de **20 000 habitants en 1950** à plus d'1 millions en 2018.

D'une manière plus générale, on ne comptait en 1950 qu'une seule ville saharienne de plus de 50 000 habitants, Biskra, au pied de l'Atlas algérien et donc aux limites du désert. En **2018, une trentaine de villes dépassent les 100 000 habitants**.

Véritables villes-champignons, les villes sahariennes doivent leur exceptionnelle vitalité à la croissance de la population, l'augmentation de l'espérance de vie et la réduction de la mortalité infantile, dans un contexte de maintien de la fécondité à des niveaux élevés.

Des populations migrantes ont convergé vers ces centres urbains depuis les années 1960. La croissance de Nouakchott s'explique en grande partie par ce phénomène, tout comme celle des villes sahéliennes qui ont vu converger dans les années 1970 des populations touchées par la sécheresse et la famine et qui se sont ensuite sédentarisées. La volonté des États sahariens de mieux contrôler leur territoire induit la **présence accrue de militaires et de fonctionnaires vivant en ville en famille**. Enfin, **l'exploitation des ressources du sol et du sous-sol saharien a accru la population saharienne**.

B – Un ensemble politique fractionné

C'est un **espace géographique** dans lequel des **rivalités de pouvoirs ou d'influence** se jouent. Le **morcellement** de cet espace en plusieurs pays (10), et en **plusieurs zones de peuplement et d'influence** très différentes aggrave les tensions. Il est également intéressant de se pencher sur les **zones de peuplement et de circulation des populations nomades** qui interrogent finalement la **notion de frontière et sa réalité physique**.

Le Sahara est une zone de grande instabilité, comme en témoignent les **conflits armés** et les **attentats** liés à la **mouvance islamiste**. De plus, de vives tensions sont dues à la **circulation des migrants clandestins** et à l'existence de **camps de réfugiés** vivant dans une grande précarité. À ceci s'ajoutent les **mouvements de contestation et des révolutions** qui, dans le cas de la Libye, ont conduit à une guerre civile. Les **facteurs de cette instabilité** sont d'**ordre politique**, car ces pays sont majoritairement dirigés par des **acteurs non démocratiques**, contestés localement et souvent en conflit avec les États voisins. Ils sont aussi d'**ordre économique et social** car liés à la **pauvreté**, aux **sécheresses**, aux **guerres** et au rôle des **réseaux mafieux**.

C- Un espace disposant de ressources

Les ressources du Sahara sont les **hydrocarbures**, le potentiel d'**énergie solaire**, l'**uranium** et les **nappes phréatiques**. Les ressources d'eau sont des **ressources vitales**, certaines fossiles (ne se renouvelant pas ou peu à l'échelle humaine). Les autres sont des **ressources énergétiques**.

C'est en **Algérie** et en **Libye** que les ressources en hydrocarbures sont les plus abondantes. Il y a aussi des régions riches en pétrole voisines du Sahara : le **golfe de Guinée** et les gisements situés à la **frontière entre Soudan et Soudan du Sud**.

Le grand potentiel en énergie solaire du Sahara intéresse les Européens, cependant de **nombreux défis techniques** existent (conditions d'aridité extrême, difficultés de transport de l'électricité produite).

Les investissements européens dans le domaine énergétique sont parfois perçus comme l'expression d'un **nouveau colonialisme**. Enfin, la coopération entre les États voisins (Maghreb et Sahel) est loin d'être facile.

On retrouve cette **dimension stratégique au sujet des mines d'uranium du Niger**, où se croisent à nouveau des enjeux économiques et sociaux (rôle des ressources dans le développement), politiques et internationaux (liens de dépendances du Niger face aux techniques et investissements étrangers, avec particulièrement la France via Areva).

Coexistent des **acteurs publics et privés**. Les **États** jouent un rôle important (exemple des choix de politique minière du Niger). De **grands groupes privés** investissent et sont en concurrence (Siemens et la Deutsche Bank cités dans le projet Desertec). **Certaines de ces compagnies sont directement liées aux intérêts d'États étrangers** (l'État français est majoritaire dans le capital d'Avera, la China National Nuclear Corporation représente les intérêts de la Chine).

Les ressources énergétiques ne bénéficient pas ou peu aux populations sahariennes : elles sont **destinées à l'exportation** (minerais et hydrocarbures) ou aux **populations littorales** (hydrocarbures peu chers), mais elles sont **peu génératrices d'emploi pour les locaux ou de construction d'équipements locaux**, autres que ceux liés à l'industrie ou aux mines, qui bénéficieraient aux populations. Enfin, les **bénéfices financiers** liés aux revenus de l'énergie **ne semblent pas profiter aux pays les plus pauvres de la région**, comme le montrent les niveaux d'**IDH** et de revenus (Niger, Mali, Tchad, Soudan), ou comme en ont témoigné les **manifestations du Printemps arabe 2011** qui ont révélé l'ampleur du malaise social dans les pays du Maghreb.

D- Un espace convoité

Les **autorités nationales (rente pétrolière, accords avec les FTN, collusion avec les réseaux mafieux, bénéfices liés aux trafics)** profitent des ressources. Les **puissances internationales** bénéficient directement ou indirectement, par le biais de leurs FTN, des richesses sahariennes (pétrole, gaz, uranium). Enfin, **certains groupes spécifiques** peuvent aussi profiter de la ressource que constitue le **tourisme national ou international**. On assiste à l'essor d'un tourisme de randonnée ou d'hébergement chez l'habitant dans cette même région.

Les **convoitises sur les ressources** constituent des facteurs permanents de tensions, y compris dans des **conflits larvés** comme celui du **Sahara Occidental** qui oppose depuis 30 ans le Maroc et l'Algérie. Il en est de même pour le **Darfour** qui est un lieu de guerres et d'exode de populations. Les **raisons** de ces conflits sont **politiques** mais intègrent **toujours une dimension économique** (voie d'accès stratégique, espoir de trouver des ressources énergétiques ou minières, etc.).

Les activités illicites, comme les trafics de drogue et d'armes et les groupuscules terroristes islamistes, sont étroitement liées aux activités criminelles. Les unes et les autres sont dues à l'**absence d'alternative de développement local** et, souvent, au **désintérêt des États** pour **certaines régions et communautés livrées à elles-mêmes**. Aussi, pour certains, participer aux trafics relève de la **survie** ; pour d'autres, qui bénéficient de l'**appui des autorités locales corrompues, politiques et militaires**, il s'agit plutôt de **grand-banditisme et/ou de la participation à des mouvements à la fois terroristes et mafieux**.

Les pays confrontés au terrorisme d'AQMI et de Boko Haram sont situés au **Sahel** : **Mali** et **Niger** essentiellement, mais aussi **Mauritanie, Sud de l'Algérie** (où se trouve le QG de la lutte contre le terrorisme à Tamanrasset), **Sud-Ouest de la Libye** et **Nord-Ouest du Tchad**. Des **pays extérieurs à la zone sahélienne** sont aussi concernés par le terrorisme d'AQMI et de Boko Haram.

CCL° : Le Sahara est un espace convoité à cause de ses **ressources**, mais aussi en raison des **flux** qui le traversent.

Le Sahara est une région aux **ressources très importantes** : l'or noir (**hydrocarbures**), le **potentiel solaire** et les **mines d'uranium** en font un espace stratégique pour les ressources énergétiques, convoitées à l'échelle mondiale (investissements français, américains, chinois...). Les **ressources en eau** (aquifère nubien) sont exploitées de façon massive par certains pays (Libye). Les paysages grandioses du désert sont aussi une **ressource touristique** (treks organisés à partir des nombreuses oasis).

Les **liens entre frontières et conflits** au Sahara sont de deux types. Il existe d'abord des **conflits frontaliers liés à des revendications territoriales** : c'est le cas du conflit du Sahara occidental entre le Maroc, les Sahraouis et la Mauritanie. Il existe aussi des **tensions transfrontalières** : la lutte contre le terrorisme d'AQMI est compliquée par l'impossibilité pour les États de contrôler leurs gigantesques frontières en zones désertiques et rend la région dangereuse.

Le Sahara est traversé par des **tensions liées au contrôle des ressources et à leur partage** (exemple des communautés touarègues au Mali et au Niger).

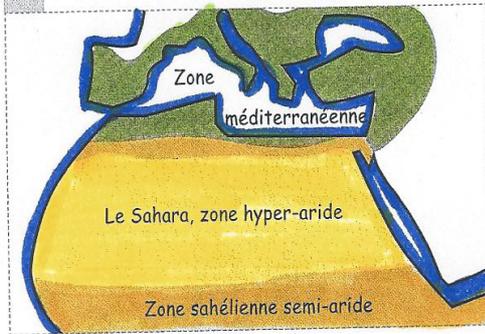
En dépit de ses **faibles densités** et de son **extrême aridité**, le Sahara est devenu un **espace stratégique** à la fois pour les **États d'Afrique du Nord et du Sahel**, mais aussi pour les **pays émergents** et les **autres grandes puissances**.

- **Croquis de synthèse** « Le Sahara, ressources et conflits »

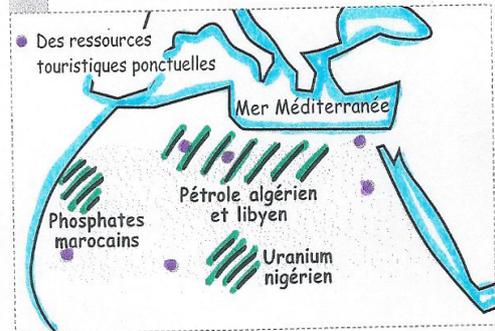
Manuel, croquis p. 252 à reproduire en plusieurs étapes (**1. un espace immense et traversé, 2. La mise en valeur des ressources, 3. Des conflits pour les contrôle des ressources**) et à apprendre en plusieurs étapes pour savoir le refaire sans modèle.

- Schémas pour la composition

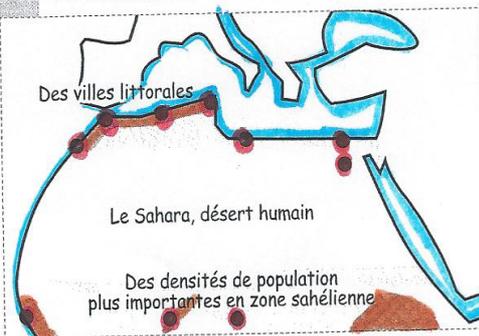
1 Le Sahara, un milieu contraignant



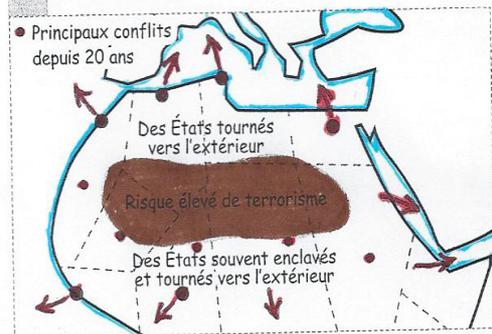
2 Le Sahara, un espace aux multiples ressources



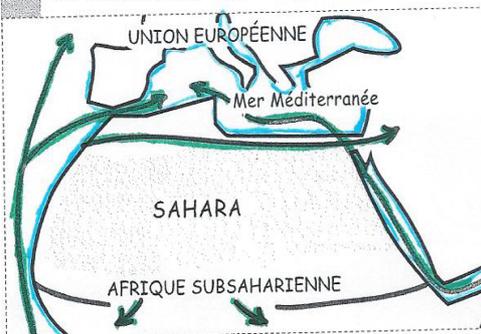
3 Le Sahara, un désert humain



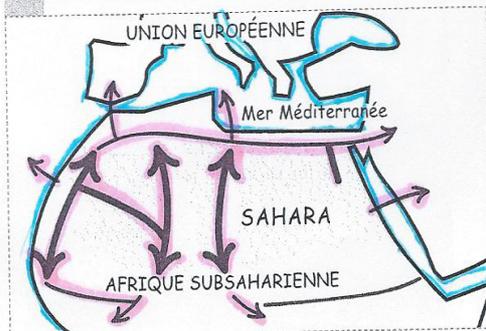
4 Le Sahara, un espace fractionné et à risques



5 Le Sahara, un espace que l'on évite



6 Le Sahara, un espace que l'on traverse



II- Le continent africain face au développement et à la mondialisation

Les années 1980 et 1990 ont vu la montée d'un **afro-pessimisme**. Ce terme renvoie aux problèmes d'un continent marginalisé par les guerres civiles – on parle d'une « **décennie du chaos** » **pour caractériser la période 1991-2001** – et le **recul sur la scène internationale politique comme économique**. À cette marginalité dans le processus de mondialisation répondent toutefois maintenant des taux de croissance économique à deux chiffres pour certains pays et un regain d'intérêt de certaines grandes puissances qui influent sur le niveau de développement de populations jeunes. La **plupart des États africains connaissent ainsi une croissance économique proche de 5 %** à l'heure où la France atteint péniblement le 1 % annuel.

Cinquante-cinq États (en incluant le Sahara occidental reconnu par l'Union africaine), **deux mille langues** (cf. doc. 1 p. 275), **1 277 000 000 habitants en 2018** (cf. INED), **30 millions de km²** (7 fois l'Union européenne) (cf. doc. Repères p. 274) : s'interroger sur l'Afrique, c'est se rendre compte que ce **continent est divers**, que les niveaux de développement ou d'intégration à la mondialisation ne recourent **pas toujours la coupure traditionnelle entre une Afrique blanche au Nord et une Afrique subsaharienne anciennement qualifiée d'Afrique noire**. Images et idées reçues restent attachées à ce continent africain sur lequel il convient de **porter un regard neuf et surtout plus juste**, car c'est un **continent riche de potentialités et plus stable qu'il n'y paraît**. On pourrait parler d'**espace en voie de recomposition**. Privilégiant le pluriel au singulier, il convient de raisonner en termes d'**Afriques**.

¶ Quelle est la situation de l'Afrique face aux questions de développement ? Le continent connaît-il un réel décollage économique ? Quelle place occupe-t-il dans la mondialisation ? Quels défis démographiques, économiques, environnementaux et politiques l'Afrique doit-elle encore relever ?

 *A l'examen, deux épreuves possibles :*

- Majeure : une composition (avec des schémas) croisant plusieurs entrées y compris le Sahara

- Mineure : un croquis de synthèse sur les contrastes de développement en Afrique / une étude de docs

A- Un continent à l'écart du développement et du monde ?

1°- L' Afrique dans les échanges internationaux : une place marginale

Plusieurs chiffres traduisent la situation marginale du continent.

Faible poids dans les échanges mondiaux : L' Afrique représentait 3,1 % du commerce international en 1970, contre 1,5 % au milieu des années 2000 et 2 % à l'heure actuelle. Un PIB continental qui atteint à peine celui de l'Espagne...

L' Afrique n'a que **11 % des IDE** mondiaux en 2016, proportion fluctuante mais toujours faible. **80 % de ces investissements sont liés au pétrole**, ce qui tend à faire de l'Afrique un **fournisseur recherché de matières premières**, activités ne nécessitant que peu de main-d'œuvre.

L' Afrique tente de s'intégrer pourtant aux infrastructures d'échanges internationaux. Ses **équipements sont trop souvent fondés sur une seule activité** et au seul service d'une marchandise. Les infrastructures au débouché des routes du fer ou des hydrocarbures en témoignent (**cf. doc. 2 p. 269 - L'Afrique dans la mondialisation**). L' Afrique du Sud fait figure d'exception

Économies de rentes : L'économie de rente caractérise un État dont l'essentiel des revenus provient de rentrées financières externes. Ce mode économique ne garantit pas de productivité à long terme et n'apporte guère de valeur ajoutée, il **correspond plus à une utilisation de richesses qu'à une création de richesses**, de fait la figure de l'entrepreneur a du mal à émerger ; l'État post-colonial a souvent été prédateur vis-à-vis des ressources dont les bénéfices servaient au système de lubrification sociale et népotisme.

La **gestion des ressources est souvent prédatrice**, c'est à dire qu'elle **ne se soucie pas du renouvellement de ces ressources, ni des conséquences écologiques et sociales** : déforestation de l'Afrique de l'Ouest, marées noires (delta du Niger) érosion des sols, pêche industrielle qui réduit considérablement les stocks... Il y a aussi la question des déchets, du continent lui-même mais aussi des autres continents.

Les **implantations touristiques** sont un appel à la venue temporaire de populations étrangères. Mais le continent ne représente **que 5 % des arrivées internationales de touristes en 2016**. L'instabilité et l'insécurité sont deux facteurs répulsifs pour l'industrie touristique.

2° - Un continent en situation de mal-développement et marqué par des inégalités

Le **mal-développement souligne un manque de développement et un IDH des plus faibles**, plus proche du 0 que du 1. La plupart des États africains relèvent de cette situation, avec des IDH parfois très faibles comme au centre du continent.

L'**IDH ne se résume pas aux seuls critères économiques** et l'on voit qu'il n'est **qu'un indicateur parmi d'autres pour apprécier le niveau de développement d'un État**. Le **Botswana**, pays dont près de 40 % du PIB est dû à l'industrie, est marqué par une **espérance de vie devenue très faible, en raison des ravages causés par le Sida (plus de 23 % d'adultes contaminés dans la population totale)**. En revanche, la **Tunisie est parvenue à assurer des conditions de vie et d'existence viables** au sein de l'Afrique, au prix d'un **enseignement élargi** à la plupart des enfants et d'une amélioration du système de santé.

a) La question scolaire

La **question scolaire** reste toujours en suspens : **70 % de la population africaine** est scolarisée, mais cette moyenne descend à **40 % pour le Niger**. L'**enseignement secondaire** reste encore **trop faible** : 26 % en moyenne, 7 % au Mozambique.

b) La santé

Des indicateurs alarmants pour le continent : mortalité infantile, paludisme (1

million de cas mortels/an sur 250 millions de malades, essentiellement des enfants de moins de 5 ans -47 % des cas de paludisme (chiffre estimé à 103 millions) sont concentrés dans six pays :

Nigeria, République démocratique du Congo, République unie de Tanzanie, Ouganda, Mozambique, Côte d'Ivoire-), fuite des blouses blanches (plus de médecins ghanéens au Royaume-Uni et aux USA qu'au Ghana ...). Le Niger a le taux de mortalité infantile la plus élevée au monde autour de 90 pour mille contre moins de 2 pour mille à Singapour.

Le **secteur de la santé** est aujourd'hui dominé par le **drame du Sida**. L' Afrique concentre **80 % des décès** dus à ce syndrome et **75 % des nouveaux cas annuels**. Le nombre de morts africains est de 25 millions depuis l'apparition du virus. Cette pandémie est devenue la **première cause de mortalité en Afrique**, alors qu'elle n'est que la quatrième dans le monde. Le manque de moyens financiers est l'un des obstacles à des traitements peu répandus : moins de 1 % des malades africains sont soignés de manière convenable.

L' Afrique australe est la partie du continent la plus touchée par le Sida, alors qu'elle est celle présentant les meilleurs indicateurs économiques. Trois États détiennent de tristes records mondiaux : **Swaziland** (26,1 % de prévalence chez les adultes), **Botswana** (23,9 %) et **Lesotho** (23,2 %). **Une réduction de la population** se profile d'ailleurs à terme.

En **Afrique du Sud**, l'**espérance de vie** est passée de **59 ans en 1990** à **46 ans en 2007** en raison du Sida.

L'Afrique du Nord s'individualise. Avec **0,4 % de prévalence en moyenne**, soit moins que les chiffres mondiaux et que la **moyenne africaine (4,3 %)**, elle forme un ensemble peu touché qui s'étend aussi au sud du Sahara, vers des États comme la Mauritanie ou le Niger.

Des origines tant culturelles qu'économiques peuvent être pointées. La contamination n'est **pas corrélée avec les disparités économiques** : des **conditions culturelles** jouent comme un **frein au Maghreb et dans les États marqués par l'islam**. Le respect plus grand des principes de la religion, notamment ceux entourant le mariage et les interdits qui y sont liés, est un **puissant ralentisseur de la propagation** de la maladie. Celle-ci se développe dans une **Afrique australe** dont les **décideurs politiques ont longtemps nié la réalité de l'épidémie** et tardivement mis en œuvre des campagnes d'information, de dépistage et de protection. **L' Afrique centrale**, marquée par les **guerres**, a vu aussi un développement de la maladie, s'inscrivant désormais dans le cortège des **fléaux associés aux combats** : le **viol est au Soudan** une arme de guerre, la **consommation de drogues** impliquant l'utilisation de seringues en **République Démocratique du Congo**, un dopant pour les combattants...

c) **L'insécurité alimentaire**

La population souffre de la faim dans de nombreuses régions en Afrique. Dans la **majorité des États d'Afrique centrale et orientale**, entre 30 et 65 % de la population est sous-alimentée.

Le facteur principal est la **pauvreté, ces pays ont un IDH faible**. D'autres régions sont frappées par des famines liées à la pauvreté et surtout aux **conflits**

armés : c'est le cas de la **Somalie**. Enfin, des émeutes liées à la **hausse des prix alimentaires** depuis 2010 ont éclaté surtout en Afrique de l'Ouest et au Maghreb. La **flambée des cours des matières premières et des produits alimentaires** entre **2006 et 2008** a durement frappé les **petits pays africains dépendants des importations**, d'où des émeutes de la faim. La FAO identifie une **vingtaine d'États en Afrique** souffrant de **situation de crise prolongée**, très souvent liée à des conflits comme en Somalie ou au Soudan (**famine dite politique** pour déplacer des populations, ou à **destination des médias** pour obtenir de l'aide alimentaire d'urgence qui sera ensuite revendue pour fournir le pays en armement, cf. *émission Le dessous des cartes, 2002, « Les cartes de la faim » avec Sylvie Brunel*).

La **sous-alimentation** frappe l'**Afrique subsaharienne** avec force et concerne **62 % de la population du Burundi**, 64 % de celle de l'Érythrée, 22 % de celle du Soudan. La **FAO** publie **tous les ans un rapport sur l'état de l'insécurité alimentaire dans le monde** (www.fao.org). On peut parler de **sécurité alimentaire** quand **toutes les personnes ont, à tout moment, un accès physique, social et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active**. La **plupart des personnes sous-alimentées vivent dans les pays en développement**. **Deux tiers** d'entre elles sont concentrées dans **sept pays** seulement (**Bangladesh, Chine, République démocratique du Congo, Éthiopie, Inde, Indonésie et Pakistan**) et **plus de 40 % d'entre elles vivent en Chine et en Inde**. D'après la FAO, **239 millions de personnes souffraient de la faim en Afrique subsaharienne en 2010**, sur un total de 925 millions de personnes souffrant de la faim dans le monde.

Longtemps délaissée par les stratégies de développement, l'agriculture est de nouveau au cœur des discours politiques ; mais les **investissements des États sont trop faibles** (moins de 10% des budgets) et le **manque de moyens financiers dans l'agriculture** est pesant, puisque le volume d'engrais utilisé par hectare en Afrique subsaharienne ne représente que 10 % de celui utilisé au niveau mondial.

Sylvie BRUNEL évoque sur le **modèle des 3 P (Paix, Pluie, Prix)**, les 3 P du développement agricole : les **politiques agricoles, la propriété foncière, la protection**.

Le problème du « **land grabbing** » (**accaparement des terres agricoles**) existe réellement : les **terres** devenues plus rares sont ainsi des **ressources stratégiques** à la fois pour les groupes financiers, les agro-holdings, les États comme la Chine ou l'Arabie Saoudite. Ces acteurs prennent le **contrôle de terres et d'actifs agricoles pour y développer des agricultures « off shore »**. La Chine a ainsi pris le contrôle de plus de 10 millions d'hectares... Face aux **risques de spoliation foncière, et de néo-colonialisme** la **FAO** vise à **encadrer le phénomène en prônant le « gagnant-gagnant »** (intensification des techniques, augmentation des rendements, développement des infrastructures).

La stratégie du Malawi pour assurer sa sécurité alimentaire a consisté à **soutenir les petits producteurs** en subventionnant les engrais et les semences. L'exemple du Malawi montre que **l'investissement dans l'agriculture** joue un rôle décisif dans l'amélioration de la sécurité alimentaire.

d) Effets des conflits locaux

Réfugiés, déplacés locaux, quartiers de réfugiés, migrants, mobilités voulues, mobilités contraintes : historiquement il y a **toujours eu des mobilités en Afrique** qu'il s'agisse des traites, des mobilités en temps de guerre ou d'aléas climatiques. **L'essentiel des 40 millions de migrants se fait en interne**, au sein du continent africain, vers les zones dynamiques comme le Gabon, le Nigéria, la Libye.

Les **subsahariens migrent finalement peu en dehors de l'Afrique** : en 2000, 1% seulement des personnes nées en Afrique subsaharienne au cours du XX^{ème} siècle vivaient dans les pays de l'OCDE, chiffre qui atteint 3% pour les populations d'Afrique du nord et 12% pour les populations nées en Amérique centrale.

On dénombre actuellement une 20aine de conflits en cours en Afrique.

L'Afrique centrale est une terre majeure de conflits en Afrique. Depuis 1991 et la fin de la confrontation entre les deux Grands, plus d'une dizaine de conflits y sont repérables.

La **bordure littorale de l'Afrique de l'Ouest**, avec la Sierra Leone ou le Libéria, sont une deuxième terre de conflits.

Enfin, la **Corne de l'Afrique** (autour de l'Érythrée et de la Somalie) est un dernier ensemble majeur de conflits.

Plusieurs formes de conflits existent. Les premières semblent opposer des groupes à l'intérieur d'un pays. Il peut s'agir de **guerres civiles**, comme au **Rwanda**, guerre qui a débouché sur un génocide.

Il peut s'agir aussi, à l'image de la question touarègue au **Mali et au Niger**, de conflits qui **opposent les armées régulières, à des groupes armés par des puissances étrangères** et menant des **guérillas**.

Le cas du **Darfour** montre lui un conflit entre les armées régulières qui, sur ordre du gouvernement en place, en viennent à **attaquer des populations jugées ennemies ou concurrentes** pour le pouvoir.

Des **conflits entre pays voisins** apparaissent enfin, à l'image de celui entre **l'Éthiopie et l'Érythrée**.

Un conflit armé a **toujours les mêmes effets** : **destructions des biens, des équipements, des récoltes..., morts, enrôlement de populations en âge de travailler, veuves, orphelins, mutilés...** L'enrôlement de jeunes enfants est devenu une réalité des conflits africains, avec la **question des enfants soldats**. Tout conflit est donc un **frein considérable pour l'économie** et **influe sur la question du développement**, en réduisant le nombre d'habitants, en déstructurant les cadres sociaux (éducation, santé...).

Les conflits sont l'une des plaies africaines. Ils **expliquent pour partie la régression et la marginalisation de certains États pour leur économie**.

L'étude du cas de la **Côte d'Ivoire** en témoigne. L'**arrivée de réfugiés** sur les

territoires voisins déstructure souvent les économies concernées, par un **besoin plus grand en produits agricoles**, alors que l'offre en nourriture reste toujours trop faible. Au total, on estime le **coût des conflits en Afrique à plus de 300 milliards de dollars pour la période 1990-2005**, soit le **montant de l'aide apportée par des acteurs étrangers pour soutenir le développement** du continent.

Les conflits peuvent aussi être larvés. Les **famines** qui touchent l'Afrique sont aujourd'hui souvent **provoquées pour mater des groupes antagonistes** ou les asservir voire les réduire numériquement.

Au Darfour, malgré la mobilisation internationale, le **Soudan** a longtemps refusé de distribuer l'aide apportée par les ONG étrangères, au profit d'une distribution vers l'armée régulière et les groupes armés favorables au régime.

Les **raisons** de ces conflits résident **pour partie dans les héritages de la période coloniale**. Certains **groupes dominants**, favorisés par les métropoles, se sont **maintenus au pouvoir par la force**, freinant un processus démocratique. Ce fonctionnement politique repose alors sur la **corruption, le népotisme, « l'électocratie »** ; **les élites africaines détiendraient à l'extérieur environ 700 milliards de dollars soit l'équivalent du PIB de tout le continent**. Des **ressentiments** sont fréquemment apparus et expliquent des conflits instrumentalisés par des puissances extérieures, armant des combattants pour étendre leur aire d'influence.

On assiste cependant dans certains pays à une « **décompression politique** » : alternances, pluripartisme, avec par exemple un processus démocratique bien avancé au **Botswana** avec bouillonnement des initiatives et nombreuses réformes.

B – Le défis de la croissance démographique

1° - La croissance démographique la plus forte de la planète

L' Afrique est un **continent peu densément peuplé** mais dont la population a augmenté ces dernières décennies. Ainsi, la population du continent a été multipliée par 7 depuis 1900 et **multipliée par 3 entre 1960 et 2005**. Avec une **croissance moyenne de 24 ‰ par an**, la **population devrait doubler d'ici 25 ans**. La **stabilisation ne sera pas à l'ordre du jour avant 2100**. Quelques pays vont donc devenir des **grandes puissances démographiques d'ici 2050**, à savoir le **Nigeria** (plus de 320 millions d'habitants), **l'Éthiopie** (plus de 175 millions), la **RDC** (165 millions).

Le poids du continent est passé de **9 % de la population mondiale en 1950** (5 hab./km², 150 millions d'habitants) à **12 % en 1990**. Selon l'ONU, la population africaine devrait représenter **20 % de la population mondiale en 2050** (entre 1,8 et 2 milliards d'Africains).

La démographie africaine a longtemps été faible, mais plusieurs spécialistes considèrent que c'est la **traite transatlantique** qui a **entravé décisivement la croissance démographique** du continent à partir du XVI^e et **accru les flux migratoires internes**. Les échanges se sont orientés majoritairement vers les **façades maritimes du continent** : Nord de l'Afrique, océan Indien, et océan Atlantique, et les empires, implantés au cœur du continent se sont décomposés, avec un **déficit -surtout**

des jeunes hommes et femmes – estimé **entre 12 et 15 millions d'individus déportés en quatre siècles**, sans compter les décès lors des captures. Il s'est **poursuivi sous la colonisation** -massacres, enrôlements, portage ou travail forcés – en dépit des progrès sanitaires introduit dans certaines régions.

Aux **indépendances**, les **nouveaux États sont donc sous-peuplés**. Mais leur croissance reprend, jugée bien vite excessive par les Occidentaux, qui y voient une des causes majeures du sous-développement.

L' Afrique est maintenant le **2^e continent en terme de peuplement** loin derrière l'Asie (4,2 milliards) mais devant les Amériques (960 millions) et l'Europe (740 millions). Ses habitants sont répartis en **cinq grandes régions** :

- **Afrique septentrionale : 236 millions**
- **Afrique orientale : 428 millions**
- **Afrique centrale : 166 millions**
- **Afrique occidentale : 382 millions**
- **Afrique australe : 64 millions**

5 pays représentent **42 % de la population africaine** à eux seuls : **Égypte (93 millions), Éthiopie (101 millions), Congo (81 millions), Nigeria (186 millions), Tanzanie (55 millions)**.

Bien qu'en recul depuis **20 ans**, le **taux moyen de croissance de la population est presque deux fois plus élevé que la moyenne mondiale**. Le **taux de fécondité demeure élevé**, en moyenne **4,39 enfants par femme**. Le **processus de transition démographique** s'est engagé au **début des années 1980**, en liaison avec l'urbanisation et l'évolution du statut des femmes. La croissance démographique soutenue s'explique donc davantage par les effets d'**inertie démographique** du continent que par les comportements actuels. L' Afrique subsaharienne a amorcé un lent mais constant recul du nombre d'enfants par femme, passant entre 2001 et 2011 de 5,8 à **5,18 en Afrique occidentale**, de 5,7 à **4,4 en Afrique orientale** et de 6,6 à **5,3 en Afrique centrale**. Contrairement aux idées reçues, la **contraception ne rencontre pas de résistances culturelles ou religieuses majeures mais plutôt des difficultés d'ordre logistique....**

Certains démographes comme **Esther BOSERUP** considèrent que cette croissance démographique peut agir comme une « **pression créatrice** » notamment dans le domaine agricole en **stimulant l'intensification des techniques agraires** (ex. du processus de reverdissement du Burkina Faso et au Niger alors que on associe ces pays à l'avancée inexorable du désert....).

2° - Les conséquences et les atouts d'une forte population jeune

Le recul de la fécondité est masqué par le nombre des classes jeunes : **45 % de la population a moins de 15 ans, 3,6 % seulement plus de 65 ans**. D'où un **taux de natalité qui devrait rester élevé pendant encore un quart de siècle**.

La pyramide des âges du continent africain est **caractéristique des régions au milieu de la transition démographique** : c'est une **pyramide à large base, évasée et à sommet étroit**. La fécondité est élevée, la population jeune, **l'âge médian est bas (19,7 ans en 2010, il était de 19,2 ans en 1950)**, **l'espérance de vie est peu élevée**.

La pyramide des âges du **continent européen** est **caractéristique** des régions ayant **achevé leur transition démographique**, le **sommet épaté** traduit la **forte espérance de vie**, la **base en cours de rétrécissement** montre le **non-remplacement des générations**. D'où un **processus de vieillissement de la population** lié à la fois à **l'allongement de l'espérance de vie** et à **la chute de la fécondité**. En **Europe l'âge médian était de 40,1 ans en 2010** (contre 29,7 ans en 1950). À **l'échelle mondiale, l'âge médian est de 29,2 ans en 2016** (contre 23,9 ans en 1950).

Le taux de natalité est un défis pour les pays endettés, qui doivent répondre aux **besoins multiples**, en terme d'**emplois notamment**, d'une jeunesse dont la formation est souvent aléatoire et qui - même diplômée - peine à trouver du travail ou doit vivre d'expédients : enfants des rues, bricoleurs du secteur informel, miliciens, enfants-soldats, ...

Pendant cette population va constituer les **marchés intérieurs potentiels de demain** en densifiant les infrastructures et en permettant le développement des échanges. Mais avec 50% de la population de moins de 15 ans, en attendant, il faut créer des emplois et absorber cette croissance démographique.

3° - La répartition de la population

Avec une **densité de 25 hab./km²**, l'Afrique reste relativement sous-peuplée, mais sa **répartition est inégale** en raison de **situations géographiques disparates**. Les **déserts et zones arides sont quasiment inhabités** (Sahara, Namibie, Kalahari). De **petits États très peuplés** (**Maurice 600 hab. Km²**, **Rwanda 300 hab./km²**) ont peut en commun avec de **grands États sous-peuplés** comme le **Soudan (11 hab./km²)** ou la **Namibie (2 hab./km²)** qui figurent avec les **États forestiers d'Afrique centrale, une diagonale de très faible densité (5 hab./km² en moyenne)** qui **sépare deux fortes masses démographiques** : l'Afrique occidentale et l'Afrique orientale.

Les géographes ne voient **aucun lien entre densité de population et niveau nutritionnel**.

4° - La croissance urbaine aujourd'hui encore mal maîtrisée

Un Africain sur six vivait en ville en 1960, l'Afrique n'avait que trois agglomération de plus d'un million d'habitants. Elle en compte aujourd'hui une **trentaine** et **deux mégapoles de plus de 10 millions d'habitants** (**Lagos et Le Caire**).

L'**extrême rapidité de la croissance urbaine** caractérise l'Afrique depuis les années 1950. L'exemple du **Soudan** est frappant : le **taux d'urbanisation y a été multiplié par 7,4 entre 1950 et 2010**. Il y a à l'évidence l'existence de **contrastes historiques** : **l'Afrique du Sud** ainsi que le **Maghreb** ont des **taux d'urbanisation élevés depuis plus longtemps** : liés à l'industrie minière en Afrique du Sud, et à une tradition urbaine ancienne dans le monde méditerranéen.

Avec **40 % de citadins**, l'Afrique reste cependant le continent le moins urbanisé. Ce chiffre atteint les **80 % au Gabon**, mais descend à **10 % au Rwanda** et

au Burundi. Même si les campagnes fournissent encore **d'importants flux d'exode rural, pour des villageois attirés par la ville**, les images positives et les représentations qu'elle engendre, **l'exode rural est aujourd'hui moins massif.** La population, concentrée dans les grands centres, a tendance à se répartir dans les agglomérations moyennes.

C'est dans les villes que s'expriment les **inégalités sociales** comme les mesures pour y remédier. **Une véritable fragmentation urbaine est à l'œuvre entre les quartiers urbains**, avec de **gigantesques zones d'habitat informel** – dans lesquelles les bidonvilles sont une forme améliorée – et des **zones hyper-sécurisées** qui se mettent en place, autour de logements surprotégés contre une violence urbaine accrue. De **hauts murs surmontés de tessons de verre et de fils barbelés électrifiés** sont devenus courants, quand il ne s'agit pas des **gated communities** en **Afrique du Sud**, qui voit se multiplier ces équipements.

Près de **75 % de la population urbaine vit dans des quartiers pauvres**, autoconstruits sans planification à l'origine. La **part des constructions informelles varie** : 15 % de la surface bâtie à Abidjan, 50 % à Dakar, plus de 80 % à Kinshasa. Ces quartiers témoignent de la situation africaine : extrême pauvreté et indigence à travers le **sous-équipement, la fragilité du bâti** (tôle généralisée, maisons en pisé à Brazzaville).

Les **mutations** existent néanmoins avec le temps : **constructions en dur, équipements améliorant la situation sanitaire.**

Les villes sont un **cadre pour des actions pensées par les habitants eux-mêmes**, pour améliorer leurs conditions de vie. On parle de **dynamiques endogènes**, mises en œuvre par des décideurs locaux et **non impulsées par des acteurs extérieurs.** Le vaste secteur, aux contours flous, qu'est l'**informel** reflète cette inventivité et cette débrouillardise.

Les manifestations en sont nombreuses, du **simple emploi pour survivre** (vente de quelques légumes, livreur de fardeau sur les marchés...), à des **modes d'organisation plus poussés** (à l'image des « *ngandas* » de Brazzaville, ces restaurants développés à l'intérieur des habitations). L'expression « un peu, un peu », présente dans tous les États africains et toutes les langues du continent, évoque la manière de survivre des populations urbaines confrontées au chômage et aux pénuries quotidiennes.

Une **véritable institution réside dans les tontines**, une **épargne traditionnelle largement développée en Afrique de l'Ouest et qui rassemble plusieurs participants** ; ceux-ci versent, à intervalles réguliers, une somme déterminée à l'avance et qui sert à subvenir à des besoins familiaux (mariages, funérailles...) ou à permettre l'achat de biens d'équipement ou fonciers. Système fondamental et révélateur de la débrouillardise subsaharienne, les tontines ont pourtant un rôle limité à une échelle microlocale, celle du quartier ou des employés d'une même entreprise.

L'**espace rural** est tout autant le siège d'**initiatives, davantage impulsées par des ONG venues de l'extérieur**, mais largement saisies par les sociétés locales.

Les villes sont aussi le lieu où se concentrent les **classes moyennes émergentes**

et les **petites élites** qui affichent une **boulimie de consommation de produits de luxe importés** et ne participent que faiblement aux investissements faute d'une épargne suffisante. Le **citadin consacre 60 à 70 % de son budget pour se nourrir**. Les productions locales sont en partie perdues faute d'infrastructures de stockage et de transports ; ainsi les mangues du Mali ne sont pas exportées faute de routes bitumées : l'axe principal entre le Mali et le Sénégal n'est toujours pas goudronné.

C - De nouvelles perspectives pour l'Afrique ?

1° - Politique et démocraties

Des **progrès lents, chaotiques** avec parfois même des retours en arrière mais la **démocratisation est nécessaire** car **synonyme de respectabilité vis-à-vis des bailleurs de fond et de l'aide au développement**.

Plusieurs trajectoires se dessinent :

- **Pays rentiers avec des États prédateurs : Angola, Soudan, Gabon**
- **Avant-garde du développement : Botswana, Ghana, Burkina Faso, Mozambique, Tanzanie, Éthiopie**
- **Afrique fragile avec des États mal gérés : Zimbabwe, République du Congo, Tchad ou inexistantes (Somalie)**

2° - Convoitise et présences étrangères

a) Les convoitises qu'elle suscite chez des puissances émergentes

Un **nouveau « pillage »** des ressources de l'Afrique ?

Le continent africain est riche en ressources minières (fer, cuivre, bauxite...) et énergétiques (hydrocarbures, uranium) qui sont **essentiels aux industries** et donc particulièrement stratégiques à l'échelle mondiale. Ceci d'autant plus que les **cours des matières premières sont actuellement élevés** en raison de la croissance des besoins énergétiques et industriels partout dans le monde, et tout particulièrement dans les pays émergents comme la Chine.

Les **ressources naturelles renouvelables et minières sont immenses** et loin d'être toutes exploitées. L'Afrique possède **30 % des réserves métalliques mondiales** (40 % de l'or, 60 % du cobalt, 80 % du chrome...). On parle de « **scandale géologique** » pour caractériser la situation de l'**Afrique centrale, dotée en minerais multiples mais aux profits confisqués par des factions armées**. En **RDC**, les différents groupes armés s'approprient les ressources naturelles pour les **vendre au plus offrant et acheter ainsi des armes**. Les « **diamants de sang** » de la **Sierra Leone** sont bien connus, ayant servi à l'achat d'armes pour les différentes factions en présence. L'**Afrique subsaharienne se distingue de l'Afrique du Nord et de l'Afrique australe** par le **manque d'implication des États dans leur gestion ou par la corruption élargie, fondée sur une redistribution inégale des bénéfices**.

Cette vision du « pillage » s'inscrit dans l'afro pessimisme. Elle est aujourd'hui en cours de redéfinition avec une **montée du contrôle étatique et l'irruption de puissances nouvelles** qui poussent à reconsidérer le partage des ressources. Au **Liberia**, le fer exploité par le groupe indo-européen Arcelor-Mittal était acheté au pays selon le prix fixé par le groupe lui-même, aux activités exonérées d'impôts ; en **2006**,

les autorités ont obtenu que ce **prix soit fondé sur le cours mondial du fer**. Il en va de même pour le **pétrole au Nigeria**, qui désormais associe une entreprise publique à des compagnies étrangères.

La pression des entreprises étrangères est surtout sur les matières premières, pétrole, uranium, diamant, platine, cobalt, land grabbing.

Les IDE proviennent surtout des pays émergents et d'Asie (HK, Inde, Chine). Mais ces IDE sont limités aux industries extractives et ne bénéficient qu'à un petit nombre de pays comme le Nigeria, l'Angola, le Mozambique ou le Soudan (**Cf. carte 1 p. 254 – Les ressources naturelles du continent africain**).

b) Un pillage des ressources humaines africaines ?

Les migrations dirigées hors de l'Afrique ne sont plus seulement des migrations de la misère. Près de **200 000 personnes** quitteraient le continent **chaque année**, se dirigeant en majorité vers l'Europe, plus secondairement vers l'Amérique du Nord. Les départs illégaux relèvent du désespoir et de la recherche d'une vie meilleure pour des populations peu qualifiées. Les **départs légaux concernent eux des populations actives qualifiées**, qui ne trouvent pas à s'employer en Afrique ou pour des salaires peu intéressants. Le **brain drain** concerne une « **fuite des cerveaux** » dans des secteurs comme **la médecine, la gestion, le droit,...**, privant le continent de forces vives, à l'image des **médecins du Bénin, aussi nombreux en France que dans leur pays d'origine**.

L'émigration hors du continent est pourtant perçue comme un **mal nécessaire** par les Africains eux-mêmes. Les émigrés deviennent **l'un des piliers du développement du continent** en assurant le **financement des familles restées au village, voire des infrastructures de base comme les écoles et les centres de santé**. Ces sommes d'argent (« **les transferts d'argent** ») représentent **25 % du PIB pour le Mali, 19 % pour le Sénégal**. Mais les départs d'actifs qualifiés ne débouchent que rarement sur un retour.

c) La dynamique chinoise en Afrique

L'Afrique dans la stratégie chinoise : en **2007, la Chine est devenue le second partenaire de l'Afrique, après les USA** ; avec plus de 50 milliards de dollars d'IDE, la Chine investit massivement dans les secteurs du pétrole, des mines, des infrastructures. Cependant, l'afflux massifs de produits manufacturés à bas coûts **perturbe les circuits locaux de production (textile)** ; par ailleurs, les **conditions de travail des populations** employées par les FTN chinoises et **l'attitude prédatrice vis-à-vis des ressources africaines** sont des revers à l'implication de la Chine dans le développement et insertion africaine dans la mondialisation.

Avec des échanges commerciaux qui passent de 91 à 166 milliards de \$ entre 2009 et 2011, des investissements chinois qui montent de 9 à 14,5 milliards de \$ sur la même période, la Chine devient le principal partenaire économique du continent. Alors même que les partenaires traditionnels se désengagent de l'Afrique. La **Chine investit dans le long terme** dans les secteurs miniers d'abord, mais **maintenant dans l'industrialisation du continent**. Si son intervention en Afrique est mal perçue de la

communauté internationale, elle suscite **craintes et critiques de la part des Africains qui se méfient d'une autre forme de colonisation**. Mais si la Chine vend pour 73 milliards de \$, elle achète toujours plus aux Africains pour 93 milliards de \$ toujours en 2011. Donc la **balance commerciale reste toujours favorable aux Africains**, ce qui est loin d'être le cas dans les relations avec le monde occidental.

La présence chinoise s'exerce sous deux formes. La première concerne la participation à des entreprises d'exploitation de ressources minérales ou de productions industrielles et maintenant dans le secteur bancaire. Mais aussi, la présence chinoise est le fait de **petits entrepreneurs locaux**, souvent propriétaires d'une simple boutique, qui participent à un actif tissu économique local.

La montée de la Chine dans la question africaine est une véritable source de développement. Elle induit en effet une concurrence avec les autres puissances qui pousse à un arbitrage de la part des pouvoirs étatiques qui retrouvent ainsi une légitimité et une autorité.

Les équipements offerts par la Chine, soucieuse d'une image de marque, **influent aussi sur le développement africain**. En revanche, la **Chine n'est pas regardante sur le critère démocratique**, pensé comme un fondement du bien-être de la population, et s'implante là où d'autres pays ne le font pas en signe de protestation, à l'image du Soudan.

Cette irruption chinoise inscrit un peu plus le continent africain dans la mondialisation et dynamise les niveaux de développement.

La décennie 2000 semble au total marquée de nouvelles tendances. Alors que le néo-colonialisme, la présence d'entreprises européennes, étaient des marques d'un afro-pessimisme, **la montée de la présence des puissances asiatiques** permet un **autre développement**. Les actuels contrats sont toujours teintés d'iniquité, les ressources africaines étant toujours majoritairement destinées aux étrangers, en l'occurrence les populations asiatiques. Mais leur signature entraîne la construction par la Chine d'équipements multiples, pas seulement liés à l'exploitation des ressources. Ainsi la Chine construit des routes, contribuant à sortir de l'isolement des régions entières. **D'autres acteurs apparaissent aussi, comme l'Inde, le Brésil ou la Malaisie**, cherchant à se positionner dans la recherche de ressources naturelles. Mais les **anciennes puissances coloniales restent présentes**, qu'il s'agisse de la France (qui cherche à se désengager de la période de la Françafrique) ou du Royaume-Uni (et de son Commonwealth toujours très actif). **Leurs ONG restent des relais** actifs d'aide au développement ou interviennent dans un cadre humanitaire lié à l'urgence.

3° - Les problèmes environnementaux

Les enjeux environnementaux sont très importants en Afrique : pression humaine sur les ressources, déforestation, pression démographique dans les bidonvilles qui génère de véritables questions de santé publique (pollution, déchets..).

Mais la situation n'est pas irréversible et quelques espoirs existent dans de nouvelles démarches : muraille verte et reverdissement du Sahel.

La question des déchets reste un véritable problème avec des décharges à ciel ouvert, utilisation pour faire des remblais...

4° - Des situations de réussite

Natalité en mutation, éveil des revendications politique et démocratique (**Sénégal**) ; apaisement des conflits régionaux avec par exemple au Soudan et les accords de Nairobi (2005) et la création d'un nouvel État du Sud-Soudan ; processus de démocratisation au **Liberia** qui était le pays des « enfants soldats ».

Les enjeux géo-culturels de la naissance du Soudan du Sud sont l'existence de clivages ethniques et religieux entre le Nord du pays (à majorité arabe et musulmane) et le Sud (à majorité chrétienne ou animiste, et peuplé de Soudanais noirs). Les enjeux géo-économiques sont liés au partage des ressources pétrolières et à la grande pauvreté qui caractérise globalement les populations des deux États.

Globalement le continent connaît une **croissance forte, supérieure à 5 % /an**. C'est encourageant même si les experts estiment qu'il faudrait une croissance autour de 7 % /an pour compenser la pauvreté du continent.

Si **Sylvie Brunel** avait qualifié la **décennie 90 de « décennie du chaos »**, la situation depuis le début du XXI^e siècle n'a plus rien à voir ; croissance soutenue malgré un léger fléchissement en 2009, rebond prévu pour 2012 autour de 6% en moyenne. Selon le FMI, la **part de l'Afrique dans la croissance mondiale** était négligeable à la fin du XX^e siècle (moins de 0,3%) ; cette part a atteint **2,5% depuis l'an 2000** et c'est un signe encourageant mais sans commune mesure avec la part de la **Chine (20% !!)**.

On observe l'**émergence de couches modestes mais solvables et consommatrices** : petite prospérité africaine qui anime un marché intérieur dynamique.

Comment expliquer cette **croissance forte** ?

- **Revenus des produits d'exportations.**
- **Investissements extérieurs des BRICS** – 10 voyages en Afrique de Lula entre 2003 et 2010, IDE surtout dans des projets d'infrastructures qui peuvent être à l'origine d'un développement endogène alors que les IDE des PDEM se font surtout vers le secteur de l'exploitation des ressources et hydrocarbures.
- **Consommation intérieure**

Certes, le **pétrole représente 58% des exportations du continent en valeur** ; toutefois, la **ventilation des secteurs d'activités est différente de l'image** que nous en avons le plus souvent :

- **Services : 45%** de l'économie
- Industrie : 41%
- **Primaire : 14%** seulement dont industries extractives.

Mais la dette qui pèse encore et la **faible imposition fiscale** sont encore des freins au développement.

Peut-on aller jusqu'à parler d'émergence de l'Afrique ?

5° - Une intégration biaisée ?

Les **produits exportés** par le continent relèvent de **ressources non transformées sur place** (65 % du total, dont 40 % pour le pétrole) ; les **produits manufacturés ont progressé**, passant de 6 % du total des exportations à 35 % aujourd'hui. Certains États ont su diversifier leur économie, comme la République de Maurice, ou accroître leur secteur industriel, comme en Afrique australe.

Les directions prises par les exportations révèlent les partenariats traditionnels. L'Europe reste la destination principale des exportations, à près de 40 % du total. L'Asie arrive en deuxième position, avec 22 %, suivie par l'Amérique du Nord (17 %). Surtout, les échanges **vers d'autres pays africains ne représentent que 12 % du total.** Les **importations** nécessaires traduisent une **dépendance toujours importante.** La **part élevée** de l'alimentaire montre que **le continent n'arrive pas encore à être autosuffisant en nourriture.**

Surtout, ce sont **les infrastructures qui manquent pour assurer une pleine intégration à la mondialisation.** La **révolution des conteneurs est saisie de manière incomplète** et les ports du continent se dotent progressivement d'outils performants. Les **transports intérieurs présentent des faiblesses notables.** Au Gabon, les trains ne dépassent pas les 35 km à l'heure. La vétusté des réseaux de transport, leur manque d'entretien, représentent l'un des obstacles majeurs à une intégration de l'Afrique à la mondialisation.

Les appels à des investissements étrangers sont nombreux, et les **zones franches** se multiplient sur le continent. Le Kenya en concentre près de la moitié, mais le **total africain ne représente que 7,5 % du total mondial** (contre 28,6 % pour l'Asie orientale).

De nombreux discours ont parlé d'un immobilisme africain, d'un continent plongé dans un chaos insurmontable, voire d'un continent qui « refus [erait] le développement » (A. Kabou, *Et si l'Afrique refusait le développement ?*, 2000). Cette situation **ne caractérise pour autant pas l'ensemble du continent**, et montre combien la population africaine possède pour partie les clés de son avenir. **L'Afrique est en effet riche en ressources**, mais les Africains restent pauvres, plus d'un demi-siècle après les indépendances. Pourquoi une telle situation, qui paraît invraisemblable au regard de l'évolution du continent asiatique sur la même période ? Des origines « naturelles » ont souvent été avancées, sans convaincre réellement quant on sait combien de famines ont été sciemment provoquées par exemple. **L'Afrique manque encore d'infrastructures** pour permettre une circulation facilitée des marchandises et **des personnes dans la mondialisation.** Le manque est tout aussi grand s'agissant des équipements de base (eau, électricité, assainissement...) qui eux participent du développement. Les domaines de la santé et de l'éducation, laissés pour compte des finances publiques dans la plupart des États, peinent à émerger. La redistribution des ressources est bloquée par des élites politiques et leur système clientéliste.

Le **niveau de croissance du continent provient essentiellement de la vente de ses ressources minières à des cours très élevés.** Mais le continent n'est **pas à l'abri d'un renversement de conjoncture avec une chute de la demande asiatique et une baisse des prix.** Un **immense effort de diversification doit être**

entrepris pour se désengager progressivement de cette dépendance minière.

6° - Un ensemble qui n'est ni homogène ni figé

L'Afrique n'est plus à l'écart du monde. Cinquante-cinq États qui sont autant d'histoires nationales avec des trajectoires complexes. Ainsi, il y a des situations porteuses d'optimisme comme le Botswana, le Ghana, le Sénégal ; à l'inverse le Zimbabwe, la Côte d'Ivoire connaissent des renversements de situation. Cette collection de situations renvoie à des dynamiques plus générales, qui invitent à **individualiser plusieurs groupes** au sein du continent africain. Des **facteurs économiques et sociaux** – qui mis en ensemble pèsent sur le développement – sont à **croiser pour repérer plusieurs Afriques (cf. Doc. Repères p. 260)**.

L'Afrique australe, 5% de la pop et 30% du PIB du continent, où le **drame du Sida** touche plus de 20 % de la population (24 % au Botswana, 26,1 % au Swaziland), est **la plus avancée sur le plan économique**.

L'Afrique du Nord, 17% de la pop et 40% du PIB du continent, marquée par les luttes engagées en 2011, conserve un **niveau de développement enviable, dopé par les bénéfiques des hydrocarbures** gérés par l'État, voire par le tourisme.

A l'inverse, l'Afrique subsaharienne : 80% de la pop et 30% du PIB du continent avec **l'Afrique de l'Ouest**, aux niveaux d'**IDH majoritairement faibles**, aux caractères culturels ayant **limité l'avancée du Sida**, connaît une **croissance démographique forte** qui induit des **carences sanitaires accentuées** et limitées par le manque d'argent.

L'Afrique centrale, minée par les **guerres** durant la **décennie du chaos** (génocides au Rwanda et au Burundi, guerre civile en Angola, au Congo-Brazzaville et en RDC...), n'a **pas encore renoué avec une croissance économique malgré son riche potentiel minier**.

Les pays marqués par le plus faible IDH relèvent de la catégorie des PMA (Pays les Moins Avancés), dont la plupart des représentants sont subsahariens (45 sur 48 pays).

A l'échelle étatique :

- Afrique du sud : 23% du PIB continental
- Nigéria, Egypte, Algérie : 10% du PIB continental
- Libye, Maroc, Angola, Soudan, Ethiopie : 5% du PIB continental

Conclusion :

L'Afrique n'est pas uniforme. Les différences de niveaux de développement se lisent de manière criante. Les inégales réussites économiques ne jouent pas en faveur d'un regroupement des États africains, levier pour une entrée réussie dans la mondialisation. L'union des économies africaines ou l'esquisse d'un vaste marché commun, présent sous des formes plus ou moins affirmées sur les autres continents (ALENA, Union Européenne, ASEAN...) n'est pas encore en germe, sauf à retenir des intégrations comme la CEDEAO (en Afrique de l'Ouest) ou la SADC (Afrique australe). La restauration du rôle et de l'autorité des États reste la pierre angulaire pour assurer le développement à venir.

L'Europe a du mal à se départir des images négatives de l'Afrique des désastres, alors qu'elles ne correspondent plus à la réalité continentale. Pourtant, l'Afrique s'est lancée, après les autres, dans le développement économique. **Des puissances régionales se constituent**, de nouvelles générations font table rase du passé et veulent prendre en main leur destin, **de nouveaux partenaires investissent massivement**. Avec son milliard d'habitants, l'Afrique compte **six des dix pays dans le monde ayant eu la plus forte croissance économique en 2011**.

Se méfier des images passées et dépassées (cf. Laurent CARROUE qui parle de « basculements du monde »), l'Afrique depuis le début de ce siècle vit assurément l'un de ces basculements malgré les incertitudes.

Selon un spécialiste du continent Tidiane DIAKITE, 3 scénarios possibles pour l'Afrique :

- « les lions pris au piège » qui pourraient devenir des « lions faméliques » : scénario catastrophe fondé sur accumulation de la rente mais au profit de systèmes mafieux.
- « les lions sortent de leur tanière » avec décollage économique, rattrapage avec impulsions extérieures ; les noyaux miniers et les marges pourraient devenir des corridors et des leviers d'aménagement du territoire.
- « les lions marquent leur territoire » en combinant logiques productives et logiques sociales traditionnelles : vers une voie africaine de développement ; mais c'est à ce jour le scénario le plus incertain. (Afrique du Sud ?)

Croquis : p. 285 : Le continent africain : contrastes de développement et inégale intégration dans la mondialisation